

De la déchirure à la débâcle

Charles Jérémie

« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire une deuxième fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce »

Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*

Sur le papier, l'analyse de l'élection présidentielle ne souffre d'aucune ambiguïté. Selon une formule qui a fait florès, c'est pile-poil pour Jacques Chirac.

Installé à l'Élysée, le fondateur du RPR renoue donc la chaîne -avec de Gaulle et Pompidou- qui assurait aux gaullistes le pouvoir absolu sur la V^e République.

Juppé, bras droit de Chirac, dirige un gouvernement à sa dévotion, alors que son bras gauche, Seguin, préside une Assemblée nationale où la «majorité» n'a jamais été aussi puissante.

L'unité de commandement restaurée aux sommets de l'Etat, appuyée sur une majorité aux ordres, la bourgeoisie dispose des moyens politiques et institutionnels d'agir. Fort et vite. Chirac succède à François Mitterrand, Juppé, lui, prend le relais d'Edouard Balladur.

Un Premier ministre candidat a été battu -finalement de peu- mais battu par Chirac et Jospin au premier tour, d'abord et avant tout parce qu'il avait été laminé par les grèves, les manifestations et les affaires. L'immense mobilisation contre la loi Falloux -au départ totalement spontanée- comme les grèves à Air France et chez Alstom, et surtout le formidable mouvement des jeunes contre le CIP

avaient porté des coups mortels à Balladur et à son équipe.

Le discrédit du PS et du PCF était tel que seul Balladur ou Chirac pouvait électoralement l'emporter.

Revenons à notre point de départ : la bourgeoisie a remporté une bataille électorale qu'elle ne pouvait pas perdre. Sur le papier c'est un bonapartisme restauré et triomphant qui devrait être à l'œuvre.

DE LA DÉCHIRURE...

Or, dès son installation, le gouvernement Juppé a commencé à se déchirer. L'éviction de Madelin révèle bien autre chose que des différends tactiques sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs (critères de convergences) fixés par le traité de Maastricht. Au vrai, les cercles dirigeants de la classe politique, comme ceux du C.N.P.F., sont divisés, désemparés. Sous la menace des «marchés», ils savent qu'il leur faut affronter les salariés, la jeunesse. Instruits par l'expérience, ils craignent les conséquences de ces affrontements. Plus précisément encore, ils ont peur du mouvement spontané de la jeunesse et des salariés.

Sans doute veulent-ils que les direc-

tions syndicales prennent en charge l'essentiel du «sale travail». Mais ils savent également que, sous peine de disparaître, d'implorer -à l'exemple de la FEN, voir également le dernier congrès de la C.F.D.T.-, ces dirigeants, le pourraient-ils qu'ils ne le feraient pas avec l'efficacité nécessaire. Les confédérations peuvent contenir, refouler, diviser. Elles ne peuvent agir à la place du gouvernement.

Alors, sur le statut de France Télécom, sur le referendum sur l'école, sur les attaques contre les fonctionnaires et leurs retraites, sur la dislocation de la Sécurité sociale et la création des «fonds de pension», Chirac et Juppé avancent en louvoyant : un pas en avant, un pas de côté, voire un pas en arrière.

Le résultat de cette situation s'inscrit quotidiennement à la Bourse de Paris: le Cac 40, véritable indicateur de la popularité du gouvernement dans les cercles du capital financier, bredouille à la baisse : les investisseurs étrangers fuient une France malade. Ainsi, quelques semaines après avoir «vaincu», le gouvernement nommé par Jacques Chirac vacille et se déchire alors que les salariés et les jeunes commencent, à peine, à se mobiliser.

Plus révélateur encore, à l'Assemblée nationale, la majorité harcèle le gouvernement, le poussant à plus de rigueur contre les salariés. Balladurians et chiraquiens s'opposent, alors que les déclarations contradictoires se multiplient au sein même du gouvernement.

Le gouvernement prend l'eau. Les rouages de l'Etat se grippent.

C'est dans ces conditions que le Président Chirac s'est exprimé. Clairement. Nettement. Contre les «déficits». Pour la rigueur. Il lui fallait sortir de cette incertitude qui mine tout à la fois le gouvernement et la Bourse, impuissantant l'appareil d'Etat. Bonaparte doit être reconnu, fort, à l'ex-

térieur comme à l'intérieur. Marx, dans son *18 Brumaire* d'une incroyable modernité, cite l'*Economist*, le journal anglais de référence de l'époque : «*Dans toutes les bourses d'Europe, le président est actuellement reconnu comme la sentinelle de l'ordre*».

Chirac s'est donc adressé aux banques centrales, au capital financier, comme la «sentinelle de l'ordre». Il a fixé la ligne et les délais. Quelques jours plus tard, confirmant l'analyse qui précède, un nouveau gouvernement était constitué. Il ne s'agit pas d'un remaniement, mais d'un gouvernement nouveau : Juppé II.

Et ce gouvernement, indique le président, doit cesser de louvoyer, de se déchirer, il doit frapper : réduire les déficits, c'est-à-dire disloquer la Sécurité sociale, augmenter la C.S.G., s'en prendre au système de retraite des fonctionnaires, rétablir l'ordre dans les banlieues... Vaste programme.

A peine nommé, Juppé II est critiqué par Balladur et Léotard. A peine en place, le gouvernement doit faire face aux premières mobilisations des étudiants (Rouen) qui sur l'essentiel obtiennent gain de cause. Et une nouvelle vague de grèves commence à se former : Air France, Météo nationale, postiers, etc.

...À LA DÉBACLE

Fait sans précédent dans l'histoire de la Ve République, le président a dû nommer un «nouveau» gouvernement six mois après son élection : preuve spectaculaire d'une crise profonde dans les sommets d'un bonapartisme sénile...

Nous pouvons sereinement avancer le pronostic suivant : Juppé II connaîtra le sort des gouvernements Balladur et Juppé I. Pris en tenaille par «les affaires» et les combats que sa-

lariés et jeunes ne manqueront pas de mener, le gouvernement Juppé II va se disloquer.

Précisons que cette débâcle ne signifiera pas automatiquement le passage à une crise révolutionnaire ouverte. Il est trop tôt pour apprécier les conséquences de la dislocation du gouvernement Juppé II, d'autant que l'expérience nous a appris à ne pas confondre un processus en cours et son point d'arrivée. In fine, tout va dépendre de la force, de la puissance du mouvement spontané des masses, du niveau de conscience auquel il se hissera.

Les mouvements qui éclatent depuis plusieurs mois ont des caractéristiques, un dénominateur communs : pugnacité des grévistes, occupation des locaux avec parfois séquestration des directions, piquets de grève, manifestations puissantes et tendance à la généralisation... Un nouvel état d'esprit commence à se faire jour. Dans *Le Journal du Dimanche* (12 novembre 1995) un reportage sur le mouvement naissant des universités témoigne de ce processus. Un étudiant déclare : «Pour se faire entendre, il faut entrer dans la mêlée. Ca, à Toulouse, on sait faire».

Comme toujours, c'est la jeunesse qui est aux avant-postes : elle entraînera les parents. C'est cette maturation qui fournira dans les semaines et mois qui viennent les réponses aux problèmes posés.

Le gouvernement Juppé II va agir avec brutalité en recourant aux ordonnances. Les coups portés contre les salariés feront mal. Agressés, ils réagiront, plus ou moins vite, mais ils réagiront. Les masses, dans leurs mobilisations, vont trouver sur leur chemin les appareils syndicaux et les partis, P.S. et P.C.F. qui, tout en soutenant Chirac, préparent déjà le «réalisme de gauche». Tout indique, pour reprendre une formule de Trotsky, que les masses «peuvent briser la résistance anti-révolutionnaire des

partis et des syndicats». C'est dans ce mouvement que le front unique sera réalisé. Non en le réclamant aux dirigeants. Nicole Notat, fidèle à l'origine et à la nature de la C.F.D.T., s'est depuis longtemps rangée dans le camp du C.N.P.F. et s'exprime comme une servile collaboratrice de Juppé. Quant aux dirigeants des deux grandes confédérations ouvrières, CGT-FO et CGT, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour diviser, diviser, diviser encore. Répétons-le : la clef du succès est liée à la capacité du mouvement spontané de la jeunesse et des salariés à submerger les appareils pour leur imposer l'unité.

Créée en 1958 par un coup d'Etat, soutenue par la S.F.I.O. et le P.C.F., la V^e République est en bout de course. A l'époque, Bonaparte pou-

vait encore parler fort au nom de la France. Aujourd'hui, intégrée mais aussi disloquée par la mondialisation du capital, certains secteurs de la bourgeoisie s'interrogent sur l'efficacité de cette forme de domination de classe.

Jacques Chirac hérite des difficultés accumulées, des faiblesses chroniques de la bourgeoisie française à défendre ses parts de marché, comme à affronter son prolétariat. Mais de surcroît, le monde a radicalement changé : la dislocation de l'ex-U.R.S.S., la restauration du capital dans les pays qui la constituaient, a frappé à mort le principal soutien du bonapartisme : le P.C.F. Son agonie se poursuit, inexorable. Quant au P.S. si sa rémission électorale aux présidentielles rappelle à ceux qui l'auraient oublié que les masses utili-

sent les outils électoraux dont elles disposent pour s'opposer aux candidats de la bourgeoisie, il ne s'agit que d'un sursis accordé par les circonstances : salariés et jeunes n'ont pas la mémoire courte et ne nourrissent que peu d'illusions sur la politique du P.S., de Lionel Jospin. A cet égard, le résultat d'Arlette Laguiller est significatif d'une recherche, d'une radicalisation politique...

Déchirure dans les sommets, affrontements inévitables avec la jeunesse et la classe ouvrière, les mois qui viennent seront passionnants. De la déchirure... à la débâcle. La crise de régime est à l'ordre du jour.

Charles Jérémie
Paris, le 15 novembre 1995

De la déchirure ... à la crise de régime (suite)

Il est exceptionnel que, dans un laps de temps aussi bref, des événements considérables illustrent l'analyse à laquelle nous avons procédé dans l'éditorial daté du 15 novembre. L'encre de cet article était à peine sèche qu'une véritable lame de fond se développait chez les étudiants et, surtout, chez les cheminots. Cette lame est en passe de tout balayer sur son passage, bénéficiant de la sympathie de la population, ces «usagers» que les média veulent toujours dresser contre les grévistes.

Et maintenant, la grève de la RATP paralyse totalement Paris et sa région ; au moment où nous écrivons, postiers, gaziers, électriciens entrent dans l'action et cherchent à imposer la grève générale de la fonction publique contre le gouvernement Juppé II, alors que les confédérations n'ont toujours pas lancé un tel mot d'ordre. Partout les mêmes revendications : retrait du plan Juppé et des contrats de plan concernant chaque entreprise de service public. «Tout indique, écrivions-nous dans

l'éditorial, pour reprendre une formule de Trotsky que les masses «peuvent briser la résistance anti-révolutionnaire des partis et des syndicats. C'est dans ce mouvement que le front unique sera réalisé, non en le réclamant aux dirigeants.»

Les faits établissent que cette appréciation n'était pas exagérée. Le formidable mouvement spontané des cheminots, des salariés de la RATP et maintenant des postiers, submerge les bureaucraties, impose l'unité aux directions syndicales.

La magnifique grève des cheminots constitue aujourd'hui l'avant-garde de la lutte contre le gouvernement Juppé II et ses plans ; et les grévistes voient clair : lors de la manifestation du 28 novembre, sous une banderole intersyndicale des cheminots CFDT, CGT, CGT-FO, on pouvait lire : «A bas le plan Juppé-Notat !»

De fait, la grève des cheminots radicalise les rapports politiques entre salariés, syndiqués et dirigeants confédérés. En s'attaquant de front, pour la première fois, au cœur des conquêtes sociales (la Sécurité sociale), la bourgeoisie française a mis le feu aux poudres. Et la diplomatie secrète, faite d'arrangements et de déjeuners, la quotidienne collaboration de classes qui, jusqu'alors, rythmait les rapports entre dirigeants syndicaux, gouvernement et patronat, vole provisoirement en éclats.

Interrogé à la télévision, Marc Blondel lâche, désabusé : «Chirac m'a menti par omission...» Questionné sur la participation «historique» de la CGT et de la CGT-FO, à travers leurs secrétaires généraux, à la manifestation du 28 novembre, le même Marc Blondel laisse tomber, lucide : «C'est Juppé qui est le responsable...»

A l'heure où nous écrivons, postiers, salariés de l'EDF-GDF, fonctionnaires des impôts, entrent dans la grève : la généralisation se développe. La lame peut devenir déferlante et réaliser la grève générale de la fonction publique, voire la grève générale tout court... Le gouvernement n'y résistera pas.

Hourra pour la classe ouvrière !

Constatons avec humilité, mais constatons cependant, que notre analyse est en voie d'être vérifiée et bien plus vite que nous ne l'imaginions. Mais l'intensité de cette lutte des classes ne saurait se limiter aux légitimes revendications des salariés : les grèves en cours vont redistribuer toutes les cartes politiques. Que le gouvernement cède, et on verra monter les Balladur, Sarkozy et Compagnie à l'assaut de Jacques Chirac. La «majorité» explosera. Ce premier décembre, certaines informations font état de réflexions qui se mènent à l'Élysée : referendum, dissolution de l'Assemblée nationale...

La lutte des cheminots, des fonctionnaires, des étudiants, marque au fer rouge toutes les forces politiques. Ainsi, alors que les principaux dirigeants du Parti socialiste, parmi lesquels Rocard, Evin, Martine Aubry, Jack Lang, avaient salué le «courage» du plan Juppé dans une «cacophonie» qui inquiétait le Premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin doit, sous peine de connaître le même sort que Nicole Notat, «clarifier sa position». Et vite. Ce faisant, c'est tout l'édifice de quatorze années de mitterrandisme qu'il va ébranler... Le Parti socialiste doit rester un recours face à la crise du régime qui s'annonce. En mouvement, dans l'action, les masses se politisent, posent les véritables problèmes : dans l'imposante manifestation des femmes, elles scandaient :

«Oui à la capote, non à la calotte.»

La classe ouvrière, la jeunesse, commencent à imposer par la force, par la grève, l'action de classe, une clarification politique majeure.

A l'unité naissante CGT, CGT-FO, doit nécessairement répondre, sur le plan politique, une perspective du PS et du PC, au cas où... Evidemment, pour les dirigeants syndicaux comme pour les dirigeants politiques, il s'agit de s'ordonner pour affronter une situation de vide politique possible...

Qu'on se rappelle simplement qu'il y a quelques semaines, Robert Hue préconisait une «opposition constructive» et Jospin le «réalisme de gauche»...

Les événements s'accélèrent. Evidemment, lecteur, quand tu liras ces lignes, elles seront factuellement «dépassées» ; mais le cap fixé par l'analyse demeure. C'est cela qui doit susciter débat et discussions.

Il est prématuré d'écrire qu'une crise révolutionnaire va éclater, mais ce qui est certain, c'est que la crise de régime est plus que jamais à l'ordre du jour.

Répétons-le : nous allons vivre des semaines, des mois passionnants. Décidément, *Carré Rouge* voit le jour sous d'heureux auspices.

Hourra pour la classe ouvrière !
Bonne année 1996...

Charles Jérémie
1^{er} décembre 1995